

Bonjour,

Cette lettre hebdomadaire vous tient informé-e de l'actualité sociale et syndicale. Sa mise en page vous permet de repérer rapidement les informations qui vous intéressent. Les liens renvoient le plus souvent à des versions imprimables pour diffusion/affichage dans vos écoles et établissements*.

Bonne lecture.

* Le [droit syndical](#) permet l'utilisation des moyens de l'établissement à cette fin.

Education :

Grève des précaires de l'éducation le 5 avril 2018.

Sud Éducation plus que jamais engagé contre la précarisation de l'Éducation nationale soutient l'appel à la grève de l'Assemblée des précaires d'Île-de-France et appelle à étendre cette mobilisation dans toute la France



Les non-titulaires voient leurs droits de plus en plus rognés comme le montrent la nouvelle mouture des CUI, les PEC-CUI et ses contrats de 10 mois ou le recours à des missions de Service civique qui sortent du cadre du Code du travail.

Les titulaires peuvent s'inquiéter à juste titre de l'avenir de leurs statuts. Et l'annonce de l'embauche massive de contractuels et la diminution des postes aux concours montrent que le gouvernement poursuit la défonctionnarisation de l'Éducation nationale.

> [Lire la suite...](#)

Fonction publique :

Succès de la mobilisation du 22 mars.



La journée de grèves et de manifestations du jeudi 22 mars à l'appel de 7 organisations syndicales de la fonction publique est un succès.

**500 000 manifestant-e-s dans toute la France.
Plus de 200 000 grévistes dans l'éducation nationale.**

Les organisations FSU, FO, SUD Education CGT, Unef et les syndicats lycéens se sont réunies au soir du 22 mars. Elles estiment urgent de poursuivre ce mouvement et appellent les personnels à se réunir en Assemblées générales pour le construire.

> [Voir l'affiche...](#)

Universités :

SUD éducation dénonce :



- la mise sous tutelle de l'État de l'université Toulouse le Mirail (Jean Jaurès) et la menace faite d'intervention des forces de l'ordre.
- l'intervention organisée de nuit, avec l'accord du doyen, d'un groupe fasciste composé d'enseignant-es et d'étudiant-es, à la fac de droit de Montpellier contre d'autres étudiant-es qui occupaient un amphithéâtre.
- la répression de toutes les universités
- la fusion forcée de toutes les universités

Pour mettre en place « Parcoursup » et la réforme du Bac, l'État fait preuve d'une politique autoritaire et de répression à l'égard des grévistes afin de museler les contestations sociales.

- > [Lire la suite...](#) du communiqué de SUD Education
- > [Lire ici...](#) le communiqué de l'intersyndicale CGT-FO-FSU-SUD-Solidaires-UNL-
- > [Lire ici...](#) le courrier de SUD Education à la Ministre de l'ESR.

Enseignement supérieur et recherche :

Concertation au Ministère : 3 syndicats claquent la porte.



Invitées au lancement de la concertation sur la meilleure reconnaissance de la mission de formation des enseignant-e-s-chercheurs/ses et des enseignant-e-s dans l'enseignement supérieur les organisations SUD éducation, FERC-Sup CGT et Snesup-FSU ont claqué la porte de la réunion pour protester contre les réformes en cours et les violences commises contre les étudiant-e-s mobilisé-e-s dans les Universités. Elles ont lu la déclaration suivante.

- > [Lire ici...](#)



Conseil supérieur de l'Éducation :

- > [Lire ici...](#) la déclaration liminaire d'actualité qu'a fait SUD Education au CSE du 21 mars dernier, revenant notamment sur les mobilisations dans la Fonction publique et contre les différentes réformes du lycée, du Bac et à l'université.
-

Pas de printemps pour Macron

Les réformes mises en place par le gouvernement s'accumulent. Elles touchent tout le monde : Lycéennes, étudiant-es, fonctionnaires, chômeurs/ses, salarié-es, retraité-es, femmes, immigré-es et réfugié-es... Elles participent toutes d'une volonté de marchandisation des activités humaines, d'une flexibilité totale du marché du travail qui passe par une dérégulation des droits des salarié-es, accompagnées de dérives sécuritaires et répressives... Autrement dit, ce qui était préparé par les gouvernements précédents se trouve désormais mis en place. Et c'est rapide. Et c'est violent.

> [Lire la suite...](#)

> [Lire ici...](#) également l'appel de Solidaires : A partir du 3 avril inversons la vapeur ! Construisons les convergences.

**des visuels
pour aider à
déconstruire
les attaques
du
gouvernement**

Union
syndicale
Solidaires

Visuels Solidaires pour mars/avril :

Nouvelles série de visuels pour déconstruire les discours dominants portés notamment par le gouvernement et préparer les mobilisations de la période. Ceux-ci peuvent être intégrés dans vos publications, servir sur les panneaux d'affichage, les réseaux sociaux...

> [Voir ici...](#)



SNCF :

Usagers, on vous ment !

> [Voir ici...](#) les deux tracts diffusés par SUD rail pour expliquer leur lutte aux usagers.

> [Soutenir ici...](#) le mouvement de grève des cheminot-e-s.

Expressions Solidaires :

n°85.



> [Voir ici...](#) la dernière livraison du journal national de l'Union syndicale Solidaires, avec au sommaire :

- Edito : Pas de printemps pour Macron
- Double page affichage : La macronie c'est...
- Dossier central : Fonction publique, éducation - sélection sociale et destruction des services publics à l'ère Macron 2.0
- 3ème rencontre du Réseau syndical international de solidarité et des luttes : le syndicalisme international continue à s'organiser, Solidaires y prend activement sa part
- Trois questions à : « Éthique sur l'étiquette »
- Infos Solidaires

> [Voir ici...](#) l'affichette en pages centrales sur la politique de Macron.

Attaques inégalées contre la fonction et les services publics :

n°85.



Le gouvernement lance un plan d'attaque global contre la fonction publique et les services publics qu'elle assure.

Premier round : la mise en place à l'automne 2017 du programme Action publique 2022, qui ne vise rien moins qu'à réduire à portion congrue (si ce n'est détruire en grande partie) le service public en transférant des missions au secteur privé, en liquidant purement et simplement d'autres missions, et en restructurant toutes les autres. Ce n'est pas tout !

Round 2, avec l'annonce d'un plan en 4 chantiers d'attaques globales contre le statut de la fonction publique, la rémunération au mérite, la mobilité et le dialogue social.

- > [Lire ici...](#) l'analyse de Solidaires Fonction publique
 - > [Voir ici...](#) en bas de page les visuels pour vos établissements.
 - > [Lire ici...](#) le communiqué de Solidaires suite au 22 mars.
 - > [Lire ici...](#) celui de Solidaires Fonction publique.
-

**Violences organisées contre les lycéen.nes et étudiant.es :
le gouvernement est responsable ?**

Depuis un mois les violences contre la jeunesse qui cherche à se mobiliser se multiplient

Ce sont des interventions policières violentes, que ce soit dans les universités comme par exemple à Bordeaux au début du mois, à Dijon il y a quelques jours ou sur un pique-nique de mobilisation comme hier à Caen. Ce sont des actions de leur manière avec souvent une « razzia » des étudiants en sortant des amphithéâtres. Ce sont aussi les quotidiennes interventions policières « musclées » contre les lycéens qui refusent de voir s'imposer Parcoursup.

Le gouvernement est directement responsable de l'acte des forces de l'ordre. Aujourd'hui il cherche à atténuer et à déresponsabiliser la jeunesse par l'utilisation de la force publique. Mais ce n'est pas la seule voie de l'Université de Montpellier à Toulouse, politiquement contrôlée, et qui est mobilisée.

Mais le gouvernement est aussi responsable d'une violence générale depuis les actes d'hier ou à Montpellier révoltés au moment d'un rassemblement avec l'Union-gouvernement.

L'Union Solidaires continue toutes les actions possibles contre la jeunesse mobilisée qui ne touche pas entre des milliers de lycéens et étudiants.

Tout la situation particulière à Montpellier dans la nuit de jeudi a rendu nos demandes que toute la jeunesse soit libre de ses déplacements. Nous réorganiserons l'Union Solidaires 14 et de Solidaires Étudiant.es à Montpellier, le réseau par et après de vivre Philippe Pélissier de la Faculté de Droit et Sciences Politiques de l'Université de Montpellier ainsi que des actions de ces lycéens et étudiants à l'Université de Montpellier.

L'Union Solidaires continuera de lutter de la jeunesse à l'engagement et à qui a demandé que soient respectés les libertés individuelles ainsi que les libertés d'expression et de rassemblement.

Paris, le 23 mars 2018

**Violences organisées contre les lycéen.nes et étudiant.es :
le gouvernement est responsable !**

Depuis un mois les violences contre la jeunesse qui cherche à se mobiliser se multiplient. Ce sont des interventions policières violentes, que ce soit dans les universités comme par exemple à Bordeaux au début du mois, à Dijon il y a quelques jours ou sur un pique-nique de mobilisation comme hier à Caen. Ce sont des actions de style « mafieuse » comme hier à l'université de Montpellier où le doyen de la fac de droit semble avoir couvert une « razzia » des [étudiant.es resté.es](#) dans un amphithéâtre. Ce sont aussi les nombreuses interventions policières « musclées » contre les lycéen.nes qui refusent de voir s'imposer Parcoursup.

> [Lire la suite...](#)



Paris, le 20 mars 2018

Communiqué de presse

Bien que reconnaissant du bout de lèvres que seule une toute petite minorité de demandeurs d'emploi refuse des offres d'emploi, Muriel PENICAUD s'emploie tout de même à renforcer le contrôle des chômeurs :

- Augmentation du nombre de contrôleurs à Pôle Emploi
- Journal de bord « quotidien » de la recherche d'emploi obligatoire
- Renforcement des sanctions

Même que les premières suggestions de personnel sont touchées le Service Public de l'Emploi cette année : 300 supplémentaires (hors Pôle Emploi) et que le gouvernement laisse entendre que les fonds d'efficacité pourraient encore être plus importants dans les années à venir, pour Solidaires SUD-Est, cette incohérence et cette disproportion des annonces traduisent une nouvelle fois la volonté du gouvernement de faire porter la responsabilité du chômage sur les chômeurs.

Tabulaires MED Emploi s'opposent fermement à ce renforcement du contrôle des chômeurs. Il déresponsabilise le patronat, principal acteur du chômage, alors qu'il a parallèlement les moyens accordés au contrôle de l'évasion fiscale et au contrôle des fonds de la formation professionnelle ne cessent de se réduire.

Renforcement du contrôle des chômeur-euses.

Bien que reconnaissant du bout de lèvres que seule une toute petite minorité de demandeurs d'emploi refuse des offres d'emploi, Muriel PENICAUD s'emploie tout de même à renforcer le contrôle des chômeurs, alors même que 300 suppressions de postes vont de toucher le service public de l'emploi cette année..

> [Lire ici...](#)

Édition Solidaires SUD-Est
85 Rue des Frères Chappe - 75013 Paris
syndicat.sud@solidaires.org

NOTICE PUBLIQUE 2022
ÉDITION DÉCEMBRE N°3
100 000 COPIES
100 000 COPIES
[textes de loi, décrets, arrêtés, etc.]

**Fonction publique :
"Action publique 2022"**

Un retour suite à la la seconde réunion qui s'est déroulée à propos des 4 chantiers Ressources Humaines, voulus par le gouvernement pour la Fonction Publique : rémunération au mérite, Mobilité et départs volontaires, contractualisation, instances de dialogue.

> [Lire ici...](#)

Prochaines dates :

Avril 2018

- **Commission** "Et voilà le travail !" : **mercredi 4 avril** 2018 (10h-17h30) 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 **Paris**.
- **GT élections** : **5 avril** (10h – 17h) dans les locaux fédéraux, au 31 rue de la Grange aux Belles à **Paris**.
- **Commission** fédérale antisexiste pour les droits des femmes et des LGBTQI : **vendredi 6 avril** de 10h à 17h dans les locaux de Solidaires, 31 rue de la Grange aux Belles, **Paris X°**.
- **Commission** fédérale premier degré : **vendredi 6 avril, de 10h à 17h**, dans les locaux de la fédé, 31 rue de la Grange aux Belles 75010 **Paris**.

Mai 2018

- **Commission** international : **mercredi 2 mai** 2018 de 13h30 à 17h00 dans les locaux de Solidaires au 31, rue de la Grange aux Belles 75010 **Paris**.
- **Stage** fédéral : **AESH** (CDI-CDD-CUI) « luttés et revendications » : **17 et 18 mai** à la Bourse du travail à **Paris**.
- **Stage** « Démocratie et coopération à l'école » : **24 et 25 mai à Laval** (53).
- **Stage** "Défendre collectivement les droits des personnels pour un syndicalisme de lutte" : les 28 et 29 mai 2018 à **Paris**.

Juin 2018

- **Commission** international : **vendredi 1 juin** 2018 de 10h00 à 16h00 dans les locaux de Solidaires au 31, rue de la Grange aux Belles 75010 **Paris**.
- **Stage** premier degré "Résister au quotidien : connaître ses droits, en finir avec la compétition" : **jeudi 7 et vendredi 8 juin à Marseille**.

Rappel :

Stages et formations syndicales : Tous les personnels peuvent y participer sur leur temps de travail et sans perte de salaire, demande de congé à déposer à son supérieur hiérarchique un mois à l'avance.

Réunions syndicales, commissions, groupes de travail,... : Tous les adhérents de SUD Education peuvent participer à ces réunions, sur leur temps de travail, frais de déplacement pris en charge par le syndicat. Demande d'autorisation spéciale d'absence (ASA) à déposer 8 jours à l'avance

accompagnée d'une convocation à nous demander. [Détails et modèles de demande ici...](#)

Pour tous les autres cas, ou toute question, nous contacter.

SUD Éducation vit grâce aux cotisations des adhérents et à l'énergie des militants.

[*Nous rejoindre...*](#)

[*Nous contacter...*](#)

éducation
Sud 04

Site internet: <http://www.sudeduc04.org>

Contact : admin@sudeduc04.org - Bourse du Travail, 42, Bd Victor Hugo ■ 04 86 49 11 91 ■ 07
78 12 45 25